

Les think tanks et le discours expert sur les politiques au Canada (1890-2015) de Julien Landry, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2021, 309 p.

Guillaume Lamy

Volume 42, numéro 2, 2023

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1098870ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1098870ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lamy, G. (2023). Compte rendu de [*Les think tanks et le discours expert sur les politiques au Canada (1890-2015)* de Julien Landry, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2021, 309 p.] *Politique et Sociétés*, 42(2), 191–193.
<https://doi.org/10.7202/1098870ar>

gouvernementaux plutôt qu'aux tribunaux, afin de respecter au mieux la séparation des pouvoirs et le souci constant d'imputabilité démocratique.

Jean-Philippe Gauvin et Martin Papillon décrivent au chapitre suivant les critiques découlant du fédéralisme exécutif. Ce dernier contribue à limiter la participation des citoyens dans les affaires publiques, de même qu'il réduit l'imputabilité des exécutifs face aux législatures et au public. Le manque de transparence des ententes intergouvernementales est aussi décrié. Les auteurs nuancent cependant ces critiques en départageant les ententes politiques des ententes administratives. Ils évoquent aussi les bienfaits des ententes comme outils de coopération et de coordination horizontale entre les entités fédérées et les peuples autochtones.

Le dernier chapitre, écrit par Yasmeen Abu-Laban, met en lumière la distinction entre les deux Canadas, soit l'un d'ouverture aux autres et l'autre de repli sur soi. L'auteure plaide pour un fédéralisme pluraliste qui permet la participation de l'ensemble des acteurs clés de la fédération. Ce fédéralisme est le souhait d'une conception plus inclusive et multinationale du fédéralisme canadien.

La principale force de l'ouvrage réside dans l'idéal proposé tout au long des différents chapitres, soit le dialogue incessant entre les différences de points de vue, les disciplines universitaires, le passé et l'avenir, sans oublier les acteurs clés de la fédération. Le lecteur est loin de s'y perdre tant l'accessibilité des sujets se concilie bien avec la profondeur du cadre analytique transversal.

L'avenir du fédéralisme canadien sied, par la multitude des perspectives adoptées, autant à la communauté étudiante s'intéressant de près ou de loin aux questions de pluralisme national qu'à la communauté de recherche qui étudie en profondeur le renouvellement institutionnel des structures fédérales. Plus de 150 ans après la création de l'État canadien et outrepassant les frontières disciplinaires parfois perméables,

il est très certainement une contribution riche et nécessaire à la littérature sur le fédéralisme et permet de le représenter dans toute sa complexité. Seul l'avenir pourra maintenant nous renseigner sur son évolution et son expression au sein des démocraties libérales et dans quelle mesure il s'opère.

Jordan Mayer

Faculté de droit, Université Laval
jordan.mayer.1@ulaval.ca

Les think tanks et le discours expert sur les politiques au Canada (1890-2015), de Julien Landry, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2021, 309 p.

Partis de rien au début du siècle précédent, pourquoi les *think tanks* se comptent-ils en centaines d'organisations dans autant de pays aujourd'hui? C'est à cette question qu'entend répondre *Les think tanks et le discours expert sur les politiques au Canada (1890-2015)* écrit par Julien Landry, qui, en plus d'être la synthèse universitaire la plus récente et la plus profonde sur le thème, matérialise le premier livre en français sur le cas nord-américain.

Plutôt que de se limiter à une étude stricte du paysage des *think tanks* contemporains au Canada, Landry a cherché à intégrer l'apparition de ces organisations dans l'essor historique de l'expertise en Amérique du Nord depuis la fin du XIX^e siècle. Trois phases distinctes ont permis de jeter les bases qui servent désormais de fondation à l'infrastructure politique et économique qui permet à la centaine de *think tanks* canadiens de fonctionner aujourd'hui: 1) *l'ascension* de l'expertise jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale; 2) *sa consolidation* jusqu'à la crise de l'État-providence durant les années 1970-1980; et 3) *la généralisation* du discours expert depuis lors.

Cette approche n'a incontestablement que des avantages du point de vue explicatif, car ceux qu'on appelle aussi les laboratoires d'idées sont directement tributaires de cet élan qui dure depuis au-delà d'un siècle où l'expertise s'est intégrée aux processus des politiques publiques de manière irréversible

à un point tel qu'il est n'est plus possible d'en déroger. C'est pourquoi ce livre insiste avec raison sur la professionnalisation de la fonction publique, l'essor de l'État bureaucratique et des politiques providentielles. En outre, ces processus expliquent les succès rencontrés par les sciences sociales dans les universités depuis l'après-guerre, au détriment des arts, des lettres et humanités lorsqu'il est question des politiques et des enjeux sociaux et qui ont fortifié l'écosystème politique dans lequel les *think tanks* ont depuis fait florès.

En plus de cette sociologie historique de l'expertise qui couvre plus d'un siècle traitant des différentes vagues de *policy institutes* apparues successivement (universités sans étudiants, contractants de recherche, organisations militantes ou engagées), Landry n'évacue pas les principaux débats contemporains que ces organisations traînent partout où il est question d'elles. Au-delà des enjeux liés à la définition (courtiers d'idées, objets interstitiels, forums, relais, entreteneurs de communauté épistémiques), il prend position clairement quant à la nature de ces organisations. Sont-elles des équipes de mercenaires au service de ceux qui les financent – tel que l'avancent les critiques marxistes des élites – ou des organisations authentiquement vouées à des causes par la recherche? Sans nier les nuances qui s'imposent lorsqu'on traite d'une faune de centaines d'organisations, l'auteur opte clairement pour l'interprétation pluraliste voulant que les *think tanks* soient le reflet des idées, des valeurs et des intérêts qui s'organisent en société. Même les *think tanks* les plus idéologiques et militants restent au service de leur vision de la société et ne doivent pas être réduits à des firmes qui se moulent corps et âme dans les intérêts de leurs bailleurs de fonds (p. 13 et 254).

Landry évite d'autres écueils, comme cette ambition où une quantité de textes ont échoué en cherchant à démontrer l'influence de ces organisations. Car si quantité de gens dénoncent ou encensent leur capacité d'influence, bien peu ont réussi à en faire la démonstration dans un sens ou l'autre. C'est pourquoi tout au long du livre, Landry voit

juste en affirmant que « l'étude des modalités d'intégration dans leurs communautés et leurs réseaux demeure la plus révélatrice sur la nature de ces organisations » (p. 37). Préférant la définition de Thomas Medvetz, devenue la plus pertinente et adéquate aujourd'hui sur le sujet, cette conception soutient que les *think tanks* sont avant tout des *objets interstitiels* qui, la plupart du temps dépourvus de ressources autonomes, doivent se brancher à celles des autres champs (politique, économique, universitaire, médiatique, communautaire) pour fonctionner. Cette extrême dépendance à leurs partenaires et alliés permet d'illustrer que les *think tanks* prennent la forme d'une technologie devenue essentielle dans une coalition d'intérêts, car plus aucun projet politique ne peut se passer d'un service de production discursive capable de traduire des idées, des valeurs et des intérêts dans un langage d'expert. C'est bien pourquoi les laboratoires d'idées sont maintenant, selon Landry, des éléments incontournables dans le maintien et l'entretien des communautés et dans la reproduction des coalitions discursives (p. 250).

Essentielle pour élaborer une histoire de l'expertise, Landry montre sa maîtrise de l'histoire des paradigmes de gouvernance, allant du consensus keynésien et providentiel d'après-guerre à celui des politiques néolibérales aux États-Unis et au Canada à partir des années 1980. À ce titre, son livre comporte une autre qualité qui est celle de manier ce concept sans chercher à régler le compte des organisations qui en font la promotion ni à les louer. Ces transitions paradigmatiques en matière de politiques publiques sont indispensables pour comprendre pourquoi une quantité de *think tanks* dominants ont évolué sur une période de trente ans dans le même sens que leur principal interlocuteur qu'est l'État. Lucide à l'égard du centre politique, Landry en reconnaît le caractère évolutif d'une époque à l'autre: « Les think tanks centristes ne sont pas neutres; ils sont centristes parce qu'ils se déplacent avec le centre » (p. 219).

Par le fait même, l'histoire des *think tanks* aux États-Unis et au Canada, recons-

truite par Julien Landry, offre un exercice de cartographie sommaire mais pertinente du clivage idéologique qu'on peut y constater en surplomb. En plus des *think tanks* de droite libérale ou conservatrice, ceux de gauche et de centre, on retrouve des organisations spécifiques comme celles qui sont essentiellement vouées à la taxation, aux relations internationales, à la représentation des intérêts régionaux, ou qui se présentent comme auxiliaires des gouvernements provinciaux, municipaux ou fédéral, sinon des mouvements sociaux. En matière de *modus operandi*, d'orientation idéologique, de volonté de réformes politiques, les chapitres de l'ouvrage ont pour pertinence de nous rappeler que le maître-mot pour parler des *think tanks* demeure le même depuis longtemps : diversité.

Également, la lecture de cette thèse ne fait pas l'économie de la nature hyper-relationnelle qui explique la fondation, la survie, la gloire et la fermeture d'un *think tank* qui dépend toujours des qualités du directeur et de son carnet d'adresses, car obtenir des contrats de recherche, des dons pour plusieurs millions, rassembler des experts, rejoindre les médias et les fonctionnaires ne sont pas à la portée de tous ; d'où les très visibles portes tournantes entre ces univers évoquées au long de la démarche de ce livre publié aux Presses de l'Université d'Ottawa. Complet et équilibré, *Les think tanks et le discours expert sur les politiques au Canada* a aussi l'avantage d'être le premier au Canada à ne pas avoir ignoré sans plus de considération les *think tanks* québécois dont la faune s'est largement développée depuis le début de notre siècle.

En conclusion, le livre de Julien Landry permet de répondre à la question la plus pertinente concernant ces objets « qui dérangent » : de quoi les *think tanks* sont-ils le nom lorsqu'on considère l'état des lieux qu'ils nous laissent ? C'est-à-dire un écosystème où le régime de connaissance est plus polarisé que jamais, surtout hors université, traversé qu'il est aussi par une quantité de sources de financement intéressées et où les experts des *think tanks* ont réinventé les débats politiques dans le

langage de l'expertise... Les *think tanks* sont ces innovations organisationnelles qui ont permis de révéler les identités politiques derrière les discours d'expertises. Car malgré le recours systématique aux faits, aux chiffres, aux données, dit-il, « la technique n'efface pas le politique, ni les intérêts, ni le pouvoir » (p. 254). Au fond, en suivant les rhizomes de leurs sources de financement, de leurs alliances politiques et médiatiques, les pistes de leurs échanges de personnel, ils ont mis à nu la construction hautement sociologique et symbolique de l'expertise contemporaine.

Guillaume Lamy

Département de science politique, Université
du Québec à Montréal
lamy.g@outlook.com

Enjeux contemporains de gouvernance pour les sous-ministres du gouvernement du Canada, de Jacques Bourgault, Montréal, JFD Éditions, 2021, 195 p.

Le rapport préparé par Jacques Bourgault a pour objectif « d'observer les changements de la pratique du rôle et du travail de la fonction de sous-ministre, plus particulièrement entre 2001 et 2015 » (p. 17). Cette méthode comparative entre un premier rapport rédigé en 2001 et une actualisation des données recueillies en 2015 vise à évaluer si les gouvernements de Stephen Harper et de Justin Trudeau ont amené des changements dans le rôle et le travail des sous-ministres. Pour mener à bien son enquête, le professeur Bourgault a transmis une demande d'entretien et un questionnaire à 37 sous-ministres travaillant au gouvernement fédéral. Pour constituer son échantillon d'entretiens, il utilise une définition large de la notion de « sous-ministre » : il regroupe en effet sous ce titre l'ensemble des hauts fonctionnaires qui participent au petit-déjeuner du greffier le mercredi, c'est-à-dire les sous-ministres titulaires d'un ministère, mais également les dirigeants des principales agences gouvernementales fédérales. Parmi les 37 sous-ministres contactés, 34 ont accepté de se prêter à l'exercice et c'est sur cet échantillon